



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique fiscale

Question écrite n° 103554

Texte de la question

M. Philippe Briand attire l'attention de M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État sur l'opportunité qu'il y aurait à assurer une généralisation des couvertures complémentaires à tous les Français, notamment au travers de crédits d'impôts et d'incitations fiscales. Premièrement, il rappelle qu'en l'état actuel des choses les salariés soumis à une garantie obligatoire de leur entreprise, les artisans et commerçants ainsi que les professions libérales bénéficient - dans le cadre de la loi Madelin - d'une déduction fiscale lors de l'acquisition d'une complémentaire santé. Il lui demande donc s'il ne serait pas judicieux d'élargir cette disposition aux salariés à titre individuel sans contrat collectif obligatoire, ainsi qu'aux étudiants, fonctionnaires et retraités, afin de garantir une égalité fiscale et une équité dans l'accès aux soins de tous les Français. Deuxièmement, il souligne l'intérêt qu'il y aurait à la mise en oeuvre d'une mesure d'incitation fiscale pour les personnes souscrivant un contrat dépendance - partielle ou totale - permettant ainsi aux personnes fortement dépendantes non seulement de ne pas être totalement à la charge de l'État et des collectivités locales mais de renforcer sur le long terme et, d'une manière générale, la notion de responsabilité individuelle devant l'accès aux soins. En conséquence, il demande ce que le Gouvernement compte faire également en la matière.

Texte de la réponse

La déduction du revenu imposable des cotisations de prévoyance complémentaire n'est admise que sous certaines conditions et dans certaines limites. Ces cotisations doivent être versées dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle et au titre d'un contrat d'assurance de groupe, s'il s'agit de travailleurs non salariés, ou revêtir un caractère obligatoire en vertu d'un accord collectif ou d'une décision unilatérale de l'employeur, s'il s'agit de salariés. En effet, pour les intéressés, l'adhésion à un régime de prévoyance complémentaire a alors pour objet essentiel de garantir, en cas de maladie ou d'invalidité conduisant à l'interruption de l'activité professionnelle, le versement pendant la période correspondante d'un revenu de remplacement en complément des prestations en espèces servies par les régimes de base de sécurité sociale. En contrepartie, ces prestations complémentaires sont soumises à l'impôt sur le revenu. Les cotisations versées auprès d'un organisme de prévoyance complémentaire dans le cadre d'une adhésion individuelle et facultative constituent un emploi du revenu d'ordre personnel, consenti librement par le contribuable afin, le plus souvent, de compléter en cas de maladie les prestations en nature servies par la sécurité sociale. Ces versements n'ouvrent donc droit à aucun avantage fiscal mais, en contrepartie, les prestations qui peuvent être servies par les organismes de prévoyance complémentaire sous forme de rentes ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu. Cela étant, la loi du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU) permet, depuis le 1er janvier 2000, à l'ensemble de la population qui en est encore exclue de bénéficier des prestations en nature d'un régime de base d'assurance maladie et maternité (CMU de base) et offre aux personnes disposant des ressources les plus faibles une couverture complémentaire gratuite en matière de santé, assortie d'une dispense d'avance de frais (CMU complémentaire). En outre, la loi du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie a instauré, à compter du 1er janvier 2005, une aide à la souscription de contrats de couverture complémentaire maladie en faveur des personnes dont les revenus n'excèdent pas le plafond de la couverture maladie universelle complémentaire

majoré de 15 %. Cette aide est destinée aux personnes qui en ont le plus besoin et a été conçue pour éviter les inégalités de traitement entre les catégories de population. Elle facilite l'acquisition d'un contrat individuel ou d'un contrat collectif facultatif non aidé. Son montant, qui varie en fonction de l'âge, a été fortement revalorisé au 1er janvier 2006. Enfin, une extension du plafond de ressources est proposée au Parlement, dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007, au niveau du plafond de la CMU complémentaire majoré de 20 % au lieu de 15 % actuellement. S'agissant de la question de l'incitation fiscale pour les personnes souscrivant un contrat dépendance, le vieillissement de la population pose une question de financement qui, sur le plan fiscal, doit être appréhendée globalement. À cet égard, plusieurs dispositifs fiscaux permettent déjà de prendre en compte les sujétions liées à la dépendance. À ce titre l'article 199 quinquies du code général des impôts accorde une réduction d'impôt sur le revenu de 25 % au titre des dépenses afférentes à la dépendance. Le projet de loi de finances pour 2007 prévoit d'apporter deux principaux aménagements à cet avantage fiscal en étendant son assiette aux dépenses effectives engagées au titre de la dépendance et des frais d'hébergement proprement dits (logement et nourriture) et en augmentant le plafond des dépenses éligibles de 3 000 euros à 10 000 euros. En outre, une demi-part de quotient familial est accordée aux personnes titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles. S'agissant des contrats d'assurance dépendance souscrits facultativement, les primes ou cotisations versées dans ce cadre ne sont naturellement pas déductibles du revenu imposable. En contrepartie, les rentes ou indemnités perçues lors de la réalisation du risque sont exonérées d'impôt sur le revenu. En outre, les dispositions de l'article 995 du code général des impôts exonèrent ces contrats de la taxe sur les conventions d'assurance. L'ensemble de ces dispositions a permis d'atteindre un certain équilibre et représente un effort financier important.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Briand](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 103554

Rubrique : Impôt sur le revenu

Ministère interrogé : budget et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : budget et réforme de l'Etat

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 septembre 2006, page 9479

Réponse publiée le : 12 décembre 2006, page 12972